

ANNIE LACROIX-RIZ

**Les élites françaises  
entre 1940 et 1944**

*De la collaboration avec l'Allemagne  
à l'alliance américaine*



ARMAND COLIN

Mise en page : Belle Page

Maquette de couverture : Raphaël Lefeuvre

<p>Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.</p> <p>Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements</p>	<p>d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.</p> <p>Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).</p>
--	--

**DANGER**  
LE PHOTOCOPIAGE  
TUE LE LIVRE

© Armand Colin, Paris, 2016

Armand Colin est une marque de Dunod Éditeur,

5 rue Laromiguière, 75005 Paris

ISBN 978-2-200-24303-6

[www.armand-colin.com](http://www.armand-colin.com)

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

# Sommaire

<b>Introduction</b> .....	4
---------------------------	---

## *Première partie*

### **Du *Blitzkrieg*...**

<b>Chapitre 1</b> Les « politiciens comme Laval » .....	16
<b>Chapitre 2</b> Les « journalistes comme Brinon » : « Des mots » aux crimes franco-allemands .....	63
<b>Chapitre 3</b> « Les militaires » .....	91
<b>Chapitre 4</b> L'Église romaine .....	128
<b>Chapitre 5</b> Les « hommes d'affaires comme ceux du Creusot » : la synarchie en gloire allemande .....	154

## *Deuxième partie*

### **...Vers la *Pax Americana***

<b>Chapitre 6</b> L'œil sur Washington, 1940-1941 .....	220
<b>Chapitre 7</b> L'avenir américain se précise, 1942 .....	261
<b>Chapitre 8</b> Du choc de Stalingrad aux prémices de l'américanisation du gaullisme .....	298
<b>Chapitre 9</b> Vers la Libération .....	350
<b>Conclusion. D'un occupant à l'autre, de Gaulle quand même...</b> .....	392
<b>Notes</b> .....	396
<b>Sources et bibliographie</b> .....	470
<b>Index</b> .....	482

# Introduction

DE L'OCCUPATION, ON CONNAÎT SURTOUT la « collaboration » des classes dirigeantes françaises avec le Reich vainqueur, et leur soutien au tandem Laval-Pétain. Leur adhésion à la *Pax Americana* est perçue comme tardive, accompagnant au mieux le débarquement (anglo-) américain en Afrique du Nord du 8 novembre 1942, tardant parfois jusqu'à la libération de Paris. Les élites de ce pays puissant, mais têt surclassé par l'Allemagne et les États-Unis, avaient pris l'habitude de s'appuyer depuis les débuts de l'ère impérialiste (1880-1913), sur l'une de ces deux homologues étrangères, plus sûres d'elles. Comment ont-elles entre la Débâcle de 1940 et la reconnaissance américaine du Gouvernement provisoire de la République négocié le changement de guide extérieur ? Cet ouvrage décrira leurs préparatifs précoces du passage du *Blitzkrieg* à la *Pax Americana*, mais aussi ses difficultés politiques : restées maîtresses du choix de leur tuteur étranger, elles n'eurent plus celui, habituel depuis la Révolution française, de la meilleure recette étatique. Elles rêvaient d'adapter à l'ère américaine la formule politique de Vichy, bâtie sur mesure pour l'allemande. Le rapport de forces militaires les contraignit à y renoncer.

## LA COLLABORATION, SA CHRONOLOGIE ET SON CONTENU

L'ouverture massive des fonds impose une analyse minutieuse de la collaboration, toujours *politique* quelle qu'ait été sa motivation initiale, et toujours *mortifère* (au minimum via la délation), d'autant plus que ces dernières décennies ont gommé son contenu par un double processus : d'une part, l'accent a été mis sur la collaboration « idéologique » de plume ou policière, celle des « gens très bien » (Alexandre

Jardin) étant niée ou omise ; d'autre part, l'historiographie dominante s'intéresse moins à la sinistre collaboration qu'aux horreurs d'une épuration initiale illégalement initiée par les « rouges », indigne d'un « État de droit », finalement et heureusement corrigée par ce dernier<sup>1</sup>.

La collaboration en « habits neufs » (avec les Américains)<sup>2</sup> ne s'amorça ni en 1942 ni en 1944 mais peu après la Défaite. Cette chronologie du processus de la substitution du guide américain à son prédécesseur allemand a peu attiré l'attention depuis que Richard Vinen a noté (en 1991) que l'américanophilie affichée par les grands patrons depuis la Libération avait été calquée sur leur germanophilie antérieure<sup>3</sup>. Par opposition à la collaboration *stricto sensu*, elle ne suscita pas l'adhésion immédiate de tout l'échantillon, longtemps resté fidèle au modèle allemand promu par la crise mondiale.

Le corpus des classes dirigeantes ici choisi retient quatre des cinq catégories que Marc Bloch accusa en avril 1944 d'avoir trahi les intérêts nationaux par « les intrigues menées chez nous de 1933 à 1939 en faveur de l'Axe Rome-Berlin pour lui livrer la domination de l'Europe en détruisant de nos propres mains tout l'édifice de nos alliances et de nos amitiés » : sera dans une première partie étudié le bilan allemand de l'œuvre « des politiciens comme Laval, des journalistes comme Brinon, des hommes d'affaires comme ceux du Creusot [et...] des militaires ». J'ai écarté le groupe spécifique « des hommes de main comme les agitateurs du 6 février »<sup>4</sup>, auxiliaires de sac et de corde des « gens très bien » plus que jamais sollicités de 1940 à 1944. Mais on les rencontrera souvent, indissociables de leurs mandants financiers.

Ceux qui avaient tout mobilisé pour fuir « la guerre militaire » contre le Reich menèrent avec lui et grâce à lui, « la révolution synarchiste », guerre contre le peuple français et son régime républicain secrètement annoncée par les « propositions » 49 à 51 du « pacte synarchique du Mouvement synarchique d'empire (MSE) » rédigé par Jean Coutrot, son chef idéologue<sup>5</sup>. S'y distinguèrent, en ces temps d'extrême violence intérieure aggravant celle de l'avant-guerre, jusqu'à des « hommes d'affaires ». Sans occuper un chapitre particulier, l'appareil

d'État, instrument décisif de cette guerre intérieure via sa justice et sa police, apparaîtra souvent.

J'ai ajouté à la liste des responsables de la Défaite établie par Marc Bloch le haut clergé, auquel « [l]es politiciens » et leurs mandants, « [l]es hommes d'affaires », avaient confié le contrôle politique du peuple français : à l'époque républicaine où celui-ci (moins les femmes) votait, ils considéraient « la religion [...] sous le seul angle du bulletin de vote ». Depuis la Crise, ils s'opposaient d'autant moins à « la paix de l'Église avec l'hitlérisme et le fascisme » qu'elle était conforme à leur stratégie : le prompt accord entre le « parti du centre catholique allemand, [l']épiscopat, [...] le] Saint-Siège [...] et] les hitlériens triomphants » (le concordat du Reich de juillet 1933), qui avait complété « l'accord de l'Église catholique et du fascisme italien » (dit « du Latran » de février 1929), était aussi le leur. Le Vatican, maître du haut clergé et, par là, des clercs, avait reçu de la France officiellement laïque et républicaine le droit d'amener les catholiques, très majoritaires, à soutenir « une politique extérieure de conciliation et de transaction » avec l'Italie fasciste et le Reich hitlérien<sup>6</sup>. On comprend donc l'usage par les dirigeants français, pendant la dictature franco-allemande, y compris quand la *Pax Americana* s'esquissa, de prélats qu'ils avaient tant sollicités à l'ère « du bulletin de vote », et plus que jamais à son agonie, sous Daladier et Reynaud. « Les militaires » se posant comme pendant l'affaire Dreyfus en « chefs de file » du cléricalisme, on ne saurait évincer leurs directeurs (français) de conscience.

Depuis l'ère munichoise, les élites françaises exaltaient le tuteur allemand. Un « des journalistes comme Brinon » (Marc Bloch), « Talagrand, dit Thierry Maulnier, ancien conférencier d'Action française »<sup>7</sup>, avait en novembre 1938, dans le mensuel *Combat*, glorifié l'option défaitiste dictée par le récent lâchage officiel de l'alliée tchécoslovaque à la conférence de Munich. L'hypothèse d'« une défaite de l'Allemagne », alors incapable de conquérir militairement sa proie, répugnait aux « partis (de droite) », car elle « signifierait l'écroulement des systèmes autoritaires qui constituent le principal rempart à

la révolution communiste et peut-être la bolchevisation immédiate de l'Europe. En d'autres termes, [...] une victoire de la France eût moins été une victoire de la France que la victoire de principes [...] menant tout droit à la ruine de la France et de la civilisation elle-même. [...] Cette pensée [...] était une des principales raisons et des plus solides, sinon la plus solide, de ne pas faire la guerre en septembre 1938 »<sup>8</sup>.

Ces élites érigeaient, plus que jamais depuis 1936-1937, le Reich en guide économique, social, politique et idéologique. Ni les décisionnaires économiques ni leurs lieutenants divers ne connurent en 1939-1940 l'« effondre[ment] soudain [des] repères institutionnels, politiques, idéologiques, voire patriotiques », qu'Hubert Bonin, biographe d'Adrien Marquet, prête avec empathie à la « tendance de gauche de plus en plus à droite » si présente dans la collaboration<sup>9</sup>. Tous ceux dont il est traité ici avaient commis, au plus tard entre 1938 et 1940, le crime de « trahison » ou « intelligence avec l'ennemi » ou « complot » ou « crime contre la sûreté » ou « la sécurité de l'État » (avec ou sans précision « sûreté intérieure » ou « extérieure ») défini par le Code pénal (articles 75 et suivants) et passible de la *peine de mort*<sup>10</sup>. Ils appartenaient au cœur financier de la synarchie, nom familier du MSE, club des grands « intérêts industriels et bancaires français [...] qui même avant la guerre s'étaient tournés vers l'Allemagne nazie [, voyant] en Hitler celui qui sauverait l'Europe du communisme », et dont les délégués monopolisèrent de 1940 à 1944 l'espace public.

Auteur de la formule, le diplomate américain Anthony Joseph Drexel Biddle Jr, issu des milieux bancaires de Philadelphie liés à Pierpont Morgan, évalua le 7 janvier 1942 pour l'Office of Strategic Services (OSS, prédécesseur de guerre de la CIA), la part, dans l'État français, de ces synarques visant « le gouvernement de l'Europe par une fraternité internationale de financiers et d'industriels, selon les principes fascistes » – avec au sommet la banque Worms du trio Hippolyte Worms (son chef), Gabriel Le Roy Ladurie, Jacques Barnaud, ses « personnalités [publiquement] dominantes ». « Aussi bons fascistes que tous leurs homologues d'Europe », ils avaient poussé au pouvoir politique « Pétain et Weygand », et bien qu'« adorant Laval [...], leur

associé depuis longtemps », ils avaient un moment eu besoin de Darlan qui, « bien qu'il ne fût pas de leur monde, était assez intelligent pour » s'adapter à leurs besoins.

À l'automne 1941, « Pierre Pucheu (Intérieur) et Yves Bouthillier [Finances] étaient des membres de la clique Worms. Le général [Jean] Bergeret (secrétaire d'État à l'aviation) était classé par les uns dans l'entourage personnel de Pétain, par les autres dans le groupe Worms. Lui excepté, les secrétaires d'État étaient à un homme près associés à la même clique. C'étaient Jacques Barnaud (délégué général aux relations économiques franco-allemandes), Jérôme Carcopino (Éducation), Serge Huard (Famille et Santé), l'amiral Charles Platon (Colonies), René Belin (Travail), François Lehideux (Production industrielle), Jean Berthelot (Communications) et Paul Charbin (Ravitaillement). Jacques Benoist-Méchin (en charge des relations franco-allemandes) était un journaliste allié de longue date à Otto Abetz et, selon tous les rapports, un simple pantin des Allemands. Au groupe Worms » appartenaient « un grand nombre de fonctionnaires subalternes (surtout les secrétaires généraux) », dont Jean Bichelonne. Biddle n'excluait « des membres de la clique » que quatre « hommes de Pétain [...], les ministres Joseph-Barthélémy (justice), Pierre Caziot (agriculture), Lucien Romier et Henri Moysset »<sup>11</sup>.

Encore se trompait-il : les quatre étaient aussi soumis aux grands synarques, à commencer par le cagoulard Joseph-Barthélémy, successeur à la Justice après le 13 décembre 1940 et jusqu'en mars 1943 du cagoulard Raphaël Alibert. Il avait gagné un titre particulier à la reconnaissance de Berlin en poignardant la Tchécoslovaquie alliée le 11 avril 1938 au nom de Schneider, impatient de se débarrasser de ses affaires « boulets » (dont Skoda) : dans *Le Temps*, organe du Comité des Forges, ce prestigieux professeur de Droit, ex-doyen de la faculté parisienne, avait administré la fallacieuse démonstration de la nullité juridique des accords franco-tchécoslovaques de 1924-1925.

De celui qui avait tant servi l'occupant depuis l'invasion brillait encore, en avril 1942, l'exploit pré-munichois : Joseph-Barthélémy, resté à la Justice, « s'est fait connaître de l'opinion publique par



son article sensationnel du *Temps* pour une solution pacifique de la question des Sudètes », rappela le diplomate nazi Ernst Achenbach commentant la liste des vingt-et-un ministres du cabinet Laval<sup>12</sup>. Ancien « attaché personnel du comte [Johannes von] Welczeck à Paris » (ambassadeur de 1936 à septembre 1939) « très apprécié d'Abetz »<sup>13</sup>, Achenbach, second d'Abetz à la « section politique »<sup>14</sup>, était un des éléments du trio délégué par « les magnats de la Ruhr », intime des grands synarques français depuis l'avant-guerre<sup>15</sup>. Il revint en juin 1940 à l'ambassade avec Abetz et Rudolf Rahn, « conseiller de légation » et « chef de section culturelle »<sup>16</sup>, « ami intime de Himmler » et « de Göbbels » et « chef des services spéciaux des SS en France »<sup>17</sup>.

Les auxiliaires politiques avaient parfois publiquement annoncé, par antiphrase, leur programme, celui que le « Comité intellectuel de l'amitié entre la France et l'Espagne » escomptait fin 1937 d'un Franco victorieux : « le triomphe [...] de ce qui représente actuellement la civilisation, l'ordre et la justice contre la violence ; la tradition contre la destruction ; les garanties de la personne contre l'arbitraire. »<sup>18</sup> Succès acquis dans la Débâcle, ces vainqueurs intérieurs renouèrent avec les pratiques de 1870. Raymond Brugère, ambassadeur à Belgrade entre novembre 1938 et juin 1940, décrit en 1944 la similitude entre les deux époques. Fils de général, Brugère avait été le « seul diplomate » démissionnaire le 17 juin 1940, jour où le radical Chautemps grima la capitulation française en demande des « conditions d'armistice »<sup>19</sup>. Il fut aussi le seul haut fonctionnaire du Quai d'Orsay à assimiler par écrit (public) Pétain, chef de la Cagoule militaire, au traître de 1870, Bazaine, jugé à ce titre en décembre 1873. Et à soutenir qu'il s'inspirait des mêmes impératifs que ceux que Bazaine avait, 17 jours avant de capituler sans combat, enjoint le général Napoléon Boyer d'exposer à Bismarck « à Versailles le 10 octobre 1870 » : « La question militaire est jugée, les armées allemandes sont victorieuses et ne sauraient attacher un grand prix au stérile triomphe qu'elles obtiendraient en dissolvant la seule force qui puisse aujourd'hui maîtriser l'anarchie dans notre malheureux

pays et assurer à la France et à l'Europe un calme nouveau devenu si nécessaire après les violentes commotions qui viennent de les agiter. L'intervention d'une armée étrangère, même victorieuse, dans les affaires d'un pays aussi impressionnable que la France, dans une capitale aussi nerveuse que Paris, pourrait manquer le but, surexciter les esprits et amener des malheurs incalculables. L'action d'une armée française ayant encore bon moral et qui, après avoir loyalement combattu l'armée allemande, a la conscience d'avoir su conquérir l'estime de ses adversaires, pèserait d'un poids immense dans les circonstances actuelles. Elle rétablirait l'ordre et protégerait la société, dont les intérêts sont communs avec ceux de l'Europe. Elle donnerait à l'Allemagne, par l'effet de cette même action, une garantie des gages qu'elle pourrait avoir à réclamer, dans le présent, et enfin elle contribuerait à l'avènement d'un pouvoir régulier et légal, avec lequel les relations de toute nature pourraient être reprises sans secousses et naturellement<sup>20</sup>. [...] Au moment où la société est menacée par un parti violent, le Maréchal, s'inspirant du désir qu'il a de sauver son pays et de le préserver de ses propres excès, interroge sa conscience et se demande si l'armée placée sous ses ordres n'est pas destinée à devenir le "palladium" de la société. »<sup>21</sup>

L'Occupation permit de mettre en œuvre ce que l'avocat de Bazaine jugeait d'utilité publique universelle : « les instructions [...] données à M. le général Boyer [avaient amené c]e négociateur sur ce grand terrain de la sécurité sociale qui intéress[ait] l'Allemagne comme la France, et la France comme tous les autres pays du monde. [...] C'étaient les seules instructions à donner ; les événements publics avaient pris une telle nature, que certains dangers pouvaient être redoutés par tous. Ce n'est pas tout que de gagner un combat, et de vaincre une armée ; il faut aussi vaincre l'anarchie ; les ennemis d'un peuple ne sont pas uniquement ceux qui ont des armes à la main et qui le combattent ; les ennemis d'un peuple, ce sont aussi ces sentiments qui veulent renverser tout ce qui est respectable, et qui n'ont qu'un but, le désordre et la destruction ! » Bazaine avait « chargé [son aide de camp] de plaider la cause de l'ordre public » contre celle de « l'anarchie »<sup>22</sup>.

La longue Occupation transforma, comme prévu, le Reich vainqueur en tuteur de la France et donna à « l'anarchie » une signification illimitée. Elle valait en effet tant à l'intérieur, « la république » et tous ses constituants relevant de « l'anarchie », qu'à l'extérieur : les ennemis et adversaires du Reich, Russes, Anglais et Américains, l'étaient aussi des groupes français qui avaient fait « le choix de la défaite ». La chronologie « allemande » de la collaboration tous azimuts, marquée par une forte continuité pour certains groupes et individus, s'étira donc jusqu'à l'été 1944 : elle fait l'objet de la I<sup>re</sup> partie.

Mais son apparente continuité fut précocement perturbée puis bouleversée par le rapport de forces militaires. La chronologie « américaine », prise en compte dès le tournant de 1940, s'imposa de plus en plus nettement, alors que la défaite allemande ne faisait plus de doute, et que grandissait l'obsession des conséquences d'une victoire militaire soviétique : elle est traitée par la II<sup>e</sup> partie de l'ouvrage. Les césures, aussitôt perçues par le cœur financier de la synarchie et par les chefs militaires, se font ici plus nettes, confondues avec les grandes étapes politico-militaires du conflit : effondrement du *Blitzkrieg* de l'été 1941 ; certitude de la défaite allemande de 1942, ravivée par le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, un des chocs ou motifs d'alarme pour les élites acquises à la victoire allemande ; coup de gong de la victoire soviétique de Stalingrad ouvrant directement sur la *Pax Americana*, et nourrissant les « crises de Vichy » ininterrompues depuis 1943 ; derniers mois préparant le fébrile changement officiel de tuteur. Le cours militaire qui scande les étapes de la *Pax Americana* contraint au traitement chronologique évité dans la partie allemande et à une analyse plus globale des élites.

Thématique ou chronologique, cet ouvrage étudie le tutorat étranger qui impliqua un traitement des populations particulièrement cruel. Le changement de tuteur fut imposé par les aléas militaires de la Seconde Guerre mondiale, entre la phase où la « bourgeoisie [... française voyait] en Hitler le protecteur des coffres-forts »<sup>23</sup>, et celle où elle transféra cette fonction aux Anglo-Saxons. La conciliation possible des options allemande et américaine, si caractéristique

de la phase « européenne » qui suivit la Seconde Guerre mondiale, est éclairée par l'étude de la contribution française à la tentative de retournement des fronts contre les Soviets.

Mais, alors que les élites avaient depuis 1933-1934 convergé dans le choix d'un chef français compatible avec le guide allemand, la perspective de victoire américaine les confronta à un problème nouveau. Les transformations induites dans la population par les souffrances de l'Occupation les privèrent de la maîtrise complète du choix des candidats politiques à la relève, c'est-à-dire de l'option, partagée avec le nouveau guide, du maintien quasi intact des élites politiques de Vichy. C'est la raison pour laquelle de Gaulle et ses démêlés avec Washington tiennent ici tant de place.

Dans le but d'éviter le traitement systématique qui donnerait à ce livre une allure de dictionnaire, chaque catégorie est étudiée à travers des personnages représentatifs. Aucune sélection n'a visé à grossir le trait, tous ayant eu un parcours similaire, comme le montre la carrière d'Occupation d'autres personnages croisés à l'occasion. La recherche du tutorat étranger, allemand puis américain, eut une double motivation universelle, l'intérêt matériel et la hargne contre l'adversaire sociopolitique. Vu leur importance de 1940 à 1944, il a été impossible d'éliminer tous ceux, rares, dont la Libération ou l'immédiat après-guerre arrêta la carrière. Des cas classés par Marc Bloch, j'étudierai deux « types », 1° ceux qui firent en apparence un choix exclusivement allemand jusqu'au bout ; 2° ceux dont l'évolution publique laissa percer avant la Libération le choix du successeur, sans les empêcher d'accumuler jusqu'à la Libération, directement ou par personne interposée, les gains de la collaboration franco-allemande.

#### LES ACQUIS DE L'AVANT-GUERRE

Comme tous ceux qui avaient préparé la Défaite et l'assassinat de la République, les « politiciens » tinrent *publiquement* leur rôle allemand au mieux jusqu'en 1943, souvent jusqu'au bout. Les auxiliaires idéologiques des grands « hommes d'affaires comme ceux du Creusot »,

hommes politiques, publicistes et journalistes, avaient souvent amorcé avant-guerre la fonction d'« hommes de main comme les agitateurs du 6 février », que le service de l'occupant porta à un niveau inédit.

S'étaient engagés dans cette voie d'autres individus que les hommes de main des Ligues mobilisés par le grand patronat pendant le Front populaire, du genre de Jacques Corrèze, second du chef de la Cagoule civile Eugène Deloncle et leader de son « équipe [unifiée] de briseurs de grève » et « de tueurs »<sup>24</sup>, qui s'était flatté auprès de ses collègues du magasin parisien de meubles et décorations « Au Bûcheron », rue de Rivoli (origine de son surnom cagoulard de La Bûche), « de faire le briseur de grève et l'agent provocateur, dans les manifestations ouvrières »<sup>25</sup> : on y trouvait notamment « des hommes d'affaires », « Pucheu, Lehideux, Barnaud », auxquels était apparenté Deloncle lui-même, haut cadre des chantiers de Penhoët, « X 1910, fondateur du MSR [Mouvement social révolutionnaire : nom d'Occupation de la Cagoule] (signalé par presque tous les informateurs comme un des fondateurs du MSE) » et un des quarante-six « affiliés les plus importants » de la synarchie<sup>26</sup> ; et des (sous-)synarques politico-idéologiques, comme « Marion et Benoist-Méchin »<sup>27</sup>.

Certains d'entre eux avaient participé, par la voie militaire ou politique, à la guerre de Franco et de l'Axe Rome-Berlin contre la république espagnole. Nombre de ligueurs devenus au tournant de 1935 « cagoulards » y développèrent les acquis de leur activisme antérieur en France. Cette expérience les servit grandement dans leur action d'Occupation, de même que le Reich tirait profit depuis septembre 1939 de l'expérience militaire glorifiée par le général Walter von Reichenau, spécialiste des blindés et futur chef de la guerre à l'Est, dans son rapport de 1938 « Pourquoi nous avons aidé Franco »<sup>28</sup>.

Inestimable terrain d'essai des Allemands pour la guerre générale, celle d'Espagne le fut aussi pour les spécialistes français de la guerre intérieure en France occupée, de la propagande de presse à la délation, à la torture et au massacre. La guerre d'Espagne avait aussi offert aux maîtres du jeu, qui avaient choisi dès 1934-1935 « Pétain, le dessus de cheminée indispensable »<sup>29</sup> (formule de Laval), plus d'un an

pour peaufiner « l'État français » né de la trahison et de la Débâcle : les chefs républicains, acquis à la « réforme de l'État » et à la supériorité du Reich, firent en effet de Pétain, chef notoire de la Cagoule militaire, l'ambassadeur auprès de Franco (mars 1939-mi-mai 1940).

En Espagne à titre permanent ou en navette, de 1936 à 1939, les gouvernants, officiels ou officieux, d'Occupation, synarques, cagoulards ou synarcho-cagoulards, civils et militaires, Du Moulin de Labarthète, Raphaël Alibert et son lieutenant Pierre de Font-Réaulx, Bernard Ménétrel, Lucien Romier, Laval, Léon Bérard, Jean Chatain, François Piétri, Anatole de Monzie, le commandant Georges Loustaunau-Lacau, Gabriel Jeantet, etc., avaient agi librement contre la République. En avaient fait autant les idéologues et « hommes de main » également issus de l'Action française, de Jean-Hérolde Paquis à Charles Maurras et tout le fascisme journalistique. Nombre de futurs ministres et conseillers, dont le trio de tête, purent ainsi mettre au point le régime fasciste qui remplacerait la Gueuse, de l'organisation de l'État aux décrets frappant tous les types d'ennemis intérieurs : avaient été rédigés ou n'attendaient que leur version finale les textes parus au *Journal Officiel de l'État français* de juillet-août 1940 ; « des listes [étaient] déjà prêtes » contre toutes les catégories d'ennemis<sup>30</sup>. Le noyau dur des décisionnaires obtint l'insigne de sa victoire, la francisque des premières sessions du « Conseil » y afférent, de novembre 1940 à février 1941, avant de « parrainer » à la chaîne, tel le couple Ménétrel (n° 9)-Du Moulin de Labarthète (n° 8), des centaines d'autres cagoulards et synarques méritants<sup>31</sup>.

Les symboles choisis du ralliement des élites françaises au « Nouvel Ordre nazi »<sup>32</sup> ne l'ont pas été, j'y insiste, pour leur noirceur marginale, mais comme symboles des tenants de la tutelle allemande associant continuité des options d'avant-guerre et diversité des activités collaborationnistes. Leur histoire ruine les thèses dominantes d'une « perte des repères » républicains causée par la Débâcle et d'une « dérive » d'un régime qui ne se serait fascisé que quand il ne restait plus que des Darnand, Doriot ou Déat pour assumer le « Maintien de l'ordre », la déportation des juifs et celle des ouvriers français<sup>33</sup>.

PREMIÈRE PARTIE

# Du *Blitzkrieg*...

## Chapitre 1

# Les « politiciens comme Laval »

ILS SONT LIMITÉS À QUATRE PRINCIPAUX cas typiques de la stabilité des « repères » des intéressés entre avant-guerre et Occupation, Laval, Marquet, Peyrouton et Flandin. Le premier et le dernier, « chefs du gouvernement » respectivement le plus durable et le plus fugace, Premiers ministres parfois et ministres souvent sous la République, s'étaient signalés publiquement, plus encore en secret, par leur appel au guide allemand. Les deux premiers sont notoires pour leur loyalisme jusqu'au-boutiste envers lui. Les deux derniers passent pour des modèles d'abandon précoce. Ils n'avaient pas attendu l'ère Darnand d'une prétendue « dérive » fasciste tardive de Vichy pour pratiquer « l'intelligence avec l'ennemi ». Ce n'est pas la tentation « démocratique » qui motiva leur changement de camp.

Le 19 juillet 1940, moins d'un mois après la signature de l'armistice, un haut fonctionnaire du ministère de l'Économie du Reich (*Reichswirtschaftsministerium, RWM*) rendit hommage à Laval et Pierre-Étienne Flandin, porte-parole politiques de longue date des milieux financiers qui avaient tant fait pour « les relations économiques germano-françaises ». Sous leur influence, les Français avaient abandonné la sottise revendication commerciale de Versailles, l'octroi d'une « prérogative unilatérale à l'exportation française en Allemagne pendant cinq ans ». « Depuis 1927 », la renonciation à leur « politique douanière » avait imposé « l'entente [franco-allemande] entre toutes les branches de l'économie ». L'Occupation permettrait « la reprise et l'extension des accords économiques privés entre les branches particulières allemandes et françaises de l'économie. [...] Ces efforts correspondaient au désir des Français puisque entre autres Laval et Flandin [les] avaient déjà



auparavant encouragés »<sup>1</sup>. Les mêmes et leurs pairs poursuivirent sous l'Occupation cette mission économique, étudiée ailleurs. Il est question ici de leur adhésion politique, qui réalisa les promesses de l'avant-guerre.

## LAVAL

### Le favori de l'occupant et des synarques

Laval conserva jusqu'au bout, comme Pétain, son complice avéré depuis 1934-1935, le rôle de favori du Reich en général et d'Abetz en particulier que lui avaient valu les services rendus dans la décennie 1930<sup>2</sup>, et que lui avait confirmé le zèle déployé en tous domaines depuis l'invasion, tant en matière de « collaboration économique » (contribution à l'effort de guerre allemand et empressement aux mariages de capitaux) que de répression contre les ennemis intérieurs, juifs, francs-maçons, gaullistes, républicains, communistes. Au rebours de la thèse dominante d'une collaboration franco-allemande datant, dans ce dernier cas, du 22 juin 1941, Abetz déclara à Laval et Brinon, le 20 juillet 1940 : « Nous avons contre [...] les chefs communistes [...] des intérêts identiques aux vôtres. »<sup>3</sup> Le riche bilan, dans tous ces domaines, de Marquet et Peyrouton, rencontrés plus loin, fut inscrit au crédit de Laval.

Mais son zèle pro-allemand, aussi vif que celui de Pétain, lui fit négliger, au second semestre 1940, toute prudence envers les puissances anglophones : il parla fin octobre de « provoquer la prise de position de la France contre l'Angleterre »<sup>4</sup>. Sa chute du 13 décembre 1940 sanctionna donc en partie cette absence de précaution ; le reste relevait des conflits entre synarcho-cagouleurs typiques de la pétaudière, permanente, qu'Abetz définit en novembre 1941 : « Vichy offre toujours le spectacle de petits groupes qui se combattent moins pour des raisons d'idéologie opposée que dans l'intérêt de leurs positions privées. »<sup>5</sup>. L'événement, considéré par Hitler comme « un affront personnel », mit Abetz et Berlin en fureur, et nourrit la correspondance interallemande et franco-allemande jusqu'en 1944<sup>6</sup>.

Le tuteur détenait cependant pouvoir absolu sur Pétain, qui le reconnut par lettre personnelle à Hitler, remise à Abetz à la fin de leur entretien du 17 décembre, et sur le cabinet suivant, anciens et nouveaux ministres réunis<sup>7</sup>. Chacun, Darlan inclus, jura pendant des semaines à Abetz, à Hitler et à tout interlocuteur allemand que la chute de Laval avait « été une affaire essentiellement de politique intérieure qui n'a[vait] rien à voir avec la politique étrangère de la France » : telle fut la formule du général Paul-André Doyen, successeur le 6 septembre 1940 d'Huntziger (désormais secrétaire à la Guerre) à la tête de la délégation française à la Commission allemande d'armistice, chargé le 6 janvier 1941 de « faire connaître les raisons du renvoi » de Laval au commandant militaire (*Militärbefehlshaber in Frankreich, MBF*) Otto von Stülpnagel<sup>8</sup>.

La rage allemande, quoique prolongée, était surtout tactique. « La présence de Laval à Paris », nota Abetz sur-le-champ, « nous donne, en plus de pressions militaires, un moyen de pression intérieur très efficace [...], un moyen d'intervenir directement dans la politique intérieure française » (ce qui n'était pas neuf). L'événement donna prétexte à alourdir l'Occupation, inaugurant une règle désormais appliquée avec constance jusqu'à la Libération, et à aplatir plus encore les féaux français : « tous les moyens de pression dont disposent la puissance d'occupation allemande à Paris et la commission d'armistice de Wiesbaden [seraient] utilisés sans ménagement dans les semaines à venir, pour faire comprendre à ceux qui ont pris des risques le 13 décembre quelle énorme bêtise ils avaient commise. »<sup>9</sup>

Cette fugace tentative de ne pas mettre tous les œufs dans le même panier n'infléchit pas le vieux choix allemand des élites françaises, ni leur attachement consécutif à Laval. Servant ses mentors financiers depuis la Première Guerre mondiale, ce parangon de la corruption politique s'était grâce à eux continuellement enrichi : les RG lui prêtaient sous l'Occupation « une fortune de l'ordre de trois cents à quatre cents millions – répartie sur un grand nombre d'affaires [...] très complexes, sociétés financières, industries, entreprises de presse, biens fonciers et immobiliers »<sup>10</sup>.

Successeur de Laval, l'amiral Darlan, si obligeant avant la Débâcle et depuis, jura en outre d'emblée à Abetz que Laval reviendrait bientôt comme « président du Conseil » tandis que lui-même remplacerait « Pétain comme chef d'État »<sup>11</sup>. Fin janvier, Abetz enjoignit Laval, « pour gagner du temps et exclure toute possibilité de compromis, de poser, comme condition à son retour, l'attribution du ministère des Affaires étrangères, du ministère de l'Intérieur et de la présidence du Conseil. »<sup>12</sup> Laval exigea donc les trois postes et rejeta l'offre immédiate par Pétain d'un poste de « membre du comité directeur et ministre d'État sans portefeuille ». Mais « Darlan et Laval », apprit aussitôt Abetz, « sont secrètement tombés d'accord pour que, à un moment qui devra être choisi en accord avec l'ambassade, Laval prenne les fonctions de Darlan comme président du Conseil, ministre de l'Intérieur, ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Information et que Darlan se limite lui-même aux fonctions de représentant du chef et de futur chef »<sup>13</sup>.

Dans le nouveau cabinet Darlan, s'installa une « équipe homogène » d'hommes mandatés par la banque Worms. *Tous* figuraient sur la liste, dressée en juin 1941 par le « secrétaire général à la police » (depuis février) et directeur général de la Sûreté nationale Henri Chavin<sup>14</sup> (un des prédécesseurs de René Bousquet), des 46 « affiliés les plus importants » de la synarchie<sup>15</sup> : tels le trio économique, « Pucheu, Lehideux, Barnaud », et le tandem propagandiste « Marion et Benoist-Méchin », ce dernier devant « étudier les problèmes soulevés par la question d'un retour de Laval au gouvernement »<sup>16</sup>. Les sources françaises et allemandes de 1941-1942 confirment toutes l'affirmation de Fernand de Brinon de janvier 1946 que c'est le « clan “de la banque Worms” » qui avait exigé le « retour de Laval au pouvoir. [...] Ces gens-là étaient convaincus que l'on ne sortirait des difficultés présentes que par le retour de Laval. Parce que, un des résultats paradoxaux du 13 décembre avait été de faire de M. Laval auprès d'Hitler un homme intangible “garant de la politique franco-allemande” pour répéter l'expression d'Abetz »<sup>17</sup>.

Du Moulin de Labarthète, gérant des intérêts bancaires coloniaux du groupe de Nervo (un des piliers de la synarchie) et chef du cabinet

civil de Pétain, travailla depuis avril 1941 « au retour de Laval, le plus rapidement possible ». S'accordaient sur cet impératif Pierre Nicolle, ami cagoulard de Laval et de Du Moulin de Labarthète<sup>18</sup>, et salarié de la CGPF et du Comité des Forges (du baron Marcel Petiet en particulier) ; et le (futur) général SS Walter Schellenberg<sup>19</sup>, lieutenant de Heydrich et chef de la Sûreté du SD pour les Affaires étrangères (puis, fin 1941, chef de la section 6 du Bureau central de la sécurité du Reich (*Reichssicherheitshauptamt*, *RSHA*) d'Himmler : « renseignements sur les groupes politiques » dans le Reich et dans les pays occupés ; « recherche des renseignements sur le monde entier »<sup>20</sup>.

Laval, piaffant de revenir aux affaires, conservait intacte à l'été 1941 sa rancœur contre ceux qui l'en avaient retiré après l'y avoir mis. Fin août, déjeunant dans un salon du restaurant La Cascade « en petit groupe (six personnes) » avec le consul général, dans le civil chef de la filiale parisienne de Mannesmann-Export GmbH Düsseldorf, il en oublia que les synarques le réclamaient à nouveau : sur le registre « gauche », il fulmina contre « le gouvernement de Vichy », émanation du « juif [Hippolyte] Worms, représentant des trusts, dont la créature, Pucheu, était installée au ministère de l'Intérieur », et contre Weygand, « entièrement dans le sillage de l'Angleterre ». Il dit avoir refusé le ministère des Affaires étrangères que lui avait offert Pétain le 25 août, et que Pucheu l'avait pressé d'accepter. « Vichy (les Worms, Pucheu, Lehideux, etc.) le haïssait » pour ses attaches populaires, lui « le maire d'Aubervilliers, ville ouvrière »<sup>21</sup>. La « clique Worms », Jacques Guérard et Pierre Pucheu en tête, se joignait pourtant à l'homme des De Nervo Du Moulin de Labarthète pour le rappeler<sup>22</sup>.

Laval revint donc servir le Reich en avril 1942 à l'appel officiel du « groupe des jeunes ministres » (Worms), qui, dans « une lettre à Darlan signée de Benoist-Méchin, Marion et Barnaud [...] soulignèrent une fois de plus d'une façon très claire la nécessité d'une incorporation explicite à la nouvelle Europe dirigée par l'Allemagne »<sup>23</sup>. Deux cents personnes environ, dont « de nombreux Sud-Américains et [...] de nombreux Français », fêtèrent « dans [le] luxueux appartement de l'avenue Foch [...] d'un riche industriel [pétrolier] sud-américain